



FR

CD/09/12.1
Original : anglais
Adoptée

CONSEIL DES DÉLÉGUÉS
DU MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
ET DU CROISSANT-ROUGE

Nairobi, Kenya
23-25 novembre 2009

RÉSOLUTION 12.1

**Stratégie du Mouvement concernant les mines antipersonnel, les
armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre :
réduire les effets des armes sur les civils**

RÉSOLUTION

Stratégie du Mouvement concernant les mines terrestres, armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre : réduire les effets des armes sur les civils

Le Conseil des Délégués,

Exprimant sa préoccupation profonde et renouvelée au sujet du nombre important de décès et de blessures évitables provoqués, pendant et après les conflits armés, par les mines terrestres, les armes à sous-munitions et d'autres restes explosifs de guerre,

Notant que les effets similaires des mines terrestres, des armes à sous-munitions et des autres restes explosifs de guerre requièrent des réponses humanitaires similaires, notamment la création et la mise en œuvre de normes internationales, la réduction des risques que représentent de telles armes pour les communautés touchées, et l'apport d'une assistance globale aux victimes,

Exprimant sa satisfaction des progrès considérables réalisés en matière de destruction des mines antipersonnel, de sensibilisation et de déminage depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel en 1999, *préoccupée* néanmoins par le fait qu'un nombre important d'États parties a jugé nécessaire de demander la prolongation des délais pour le déminage et que certains États parties ont pris du retard par rapport au délai pour la destruction des stocks,

Accueillant chaleureusement l'adoption de la Convention sur les armes à sous-munitions le 30 mai 2008,

Rappelant la résolution 10 du Conseil des Délégués de 1999 adoptant la Stratégie du Mouvement concernant les mines, la résolution 11 du Conseil des Délégués de 2003 prolongeant jusqu'en 2009 la Stratégie du Mouvement concernant les mines et étendant les activités qu'elle prévoit afin de couvrir l'ensemble des restes explosifs de guerre, et la résolution 8 du Conseil des Délégués de 2007 intitulée "droit international humanitaire et armes à dispersion",

Reconnaissant l'évolution historique du droit international humanitaire et des pratiques dans le domaine de la réduction des risques et de l'assistance aux victimes depuis l'adoption de la Stratégie du Mouvement concernant les mines de 1999,

Saluant l'engagement et la persévérance de toutes les composantes du Mouvement qui participent à la mise en œuvre de la Stratégie du Mouvement concernant les mines depuis 1999,

Notant avec appréciation le rapport présenté au Conseil des Délégués par le CICR sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs fixés dans la résolution 8 du Conseil des Délégués de 2007 intitulée "droit international humanitaire et armes à dispersion",

1. *Adopte* la Stratégie du Mouvement concernant les mines terrestres, armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre : réduire les effets des armes sur les civils, qui remplace la Stratégie de 1999 et son extension de 2003 ;

2. *Prie instamment* toutes les composantes du Mouvement à mettre en œuvre la Stratégie, en particulier en :
 - a) continuant de développer, de promouvoir et d'appliquer les normes de droit international humanitaire constituant aujourd'hui un cadre juridique international complet dont l'objet est de prévenir et de soulager les souffrances humaines infligées par les mines, les armes à sous-munitions et les autres restes explosifs de guerre ;
 - b) prenant des mesures flexibles, appropriées, coordonnées et intégrées pour réduire les effets de la contamination par les armes au moyen de la collecte et l'analyse des données, de la réduction des risques, de l'éducation aux dangers, d'enquêtes techniques et du déminage ;
 - c) apportant aux victimes des armes une assistance globale sous la forme de soins médicaux d'urgence et continus, d'une réadaptation physique et fonctionnelle, d'un soutien psychologique et d'une réinsertion sociale, d'une inclusion économique, de l'élaboration et la promotion de lois et de politiques nationales qui préconisent un traitement, des soins et une protection efficaces pour tous les citoyens souffrant de handicaps, y compris pour ceux qui ont survécu à un accident dû aux armes ;
3. *Demande* à toutes les composantes du Mouvement d'évaluer périodiquement leur propre mise en œuvre de la Stratégie du Mouvement, et de fournir cette information au CICR pour qu'il assure le suivi et établisse un rapport ;
4. *Invite* le CICR à surveiller la mise en œuvre de la Stratégie du Mouvement et à faire rapport, si nécessaire, au Conseil des Délégués sur les progrès réalisés, sur la base des rapports qui lui sont soumis par les composantes du Mouvement et des informations obtenues auprès d'autres sources, ledit rapport devant contenir des recommandations pertinentes.

Stratégie du Mouvement concernant les mines terrestres, armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre : réduire les effets des armes sur les civils

Vision

Faire en sorte que, désormais, les civils n'aient plus à subir les effets des armes qui continuent d'infliger des souffrances et des blessures après la cessation des hostilités, tel est le but de la présente Stratégie.

Pour transformer cette vision en réalité, toutes les composantes du Mouvement sont résolues à adopter une approche qui intègre l'élaboration, la promotion et la mise en œuvre de normes juridiques, diverses activités opérationnelles visant à atténuer les effets de ces armes et, enfin, l'assistance aux survivants.

Le Mouvement peut atteindre cet objectif en mobilisant toutes ses composantes, dont les capacités sont uniques, en assurant une coordination et une coopération efficaces avec tous les acteurs externes concernés.

Résumé

Les mines terrestres, armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre continuent de causer des souffrances longtemps après la fin des conflits. Tant les normes applicables que la pratique opérationnelle ont connu des développements importants depuis l'adoption de la *Stratégie du Mouvement concernant les mines terrestres (1999-2009)*, dont la mise à jour s'imposait.

La nouvelle Stratégie du Mouvement étend, renforce et mobilise les capacités et les ressources de toutes les composantes du Mouvement, et assure une coordination et une coopération efficaces entre tous les acteurs concernés. Elle précise le rôle et les responsabilités des différentes composantes du Mouvement, tout en définissant les principes devant guider leur action et les mesures à prendre.

La Stratégie engage le Mouvement à poursuivre l'élaboration, la promotion, la diffusion et la mise en œuvre des normes de droit international humanitaire qui constituent aujourd'hui un cadre juridique international, étendu et complet, ayant pour objet de prévenir et de soulager les souffrances humaines infligées par les mines, les armes à sous-munitions et d'autres restes explosifs de guerre. Le Mouvement, qui a joué un rôle crucial dans l'adoption et la promotion de ces normes, continuera de veiller au respect des obligations contractées au titre de ces instruments, faisant en sorte que leur potentiel en termes de vies humaines épargnées se réalise.

L'action visant à réduire l'impact de la contamination par les armes doit être flexible, appropriée, coordonnée et intégrée. La menace ne tient pas seulement aux mines, aux armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre, mais aussi aux stocks de munitions, d'armes légères et de petit calibre. Selon la situation, et en se conformant aux principes directeurs, les composantes du Mouvement pourront conduire – ensemble ou séparément – des activités dans plusieurs domaines : collecte et analyse de données, réduction des risques, éducation aux dangers et, enfin, enquêtes et déminage. De telles

activités seront menées par le Mouvement pendant, avant et après les conflits, ainsi que lors de situations d'urgence soudaines dans lesquelles la contamination par les armes constitue une menace.

Des efforts plus importants devront être engagés pour que les victimes des armes reçoivent une assistance étendue et complète. L'aide fournie aux survivants viendra s'insérer dans le cadre d'une approche intégrée et multidisciplinaire. Il s'agit d'offrir aux bénéficiaires de l'assistance l'éventail le plus large possible d'opportunités qui favorisent leur participation et leur intégration pleines et effectives dans la société et qui leur assurent un accès à l'éducation, à l'emploi et aux services essentiels. L'assistance aux victimes inclura divers types d'activités : soins médicaux d'urgence et continus, réadaptation physique et fonctionnelle, soutien psychologique, réinsertion sociale et inclusion économique. De plus, il conviendra de promouvoir l'élaboration et la promotion, à l'échelon national, de lois et de politiques visant spécifiquement à ce que le droit à bénéficier d'un traitement, de soins et d'une protection efficaces soit reconnu à tous les handicapés – et donc aux survivants d'accidents dus aux armes.

SECTION 1 : CONTEXTE ET APPROCHES

1.1 Introduction

Le fléau que représentaient les mines terrestres a permis à la communauté humanitaire d'entamer le processus devant permettre de résoudre de manière globale le problème de l'impact et des effets à long terme, sur les civils, des mines, des restes explosifs de guerre et d'autres armes¹. Depuis l'adoption de la première Stratégie du Mouvement, en 1999, le coût humain des armes abandonnées ou non explosées est bien mieux connu. Les informations recueillies ont donné lieu à d'importants développements dans plusieurs domaines : le droit international humanitaire relatif à ces armes, mais aussi les activités opérationnelles visant à atténuer les conséquences, pour les civils, de la contamination par les armes et, enfin, l'action menée pour traduire en bienfaits tangibles pour les personnes concernées les engagements pris par les États en matière d'assistance aux victimes.

Toutes les composantes du Mouvement, conjointement avec d'autres acteurs humanitaires, ont joué un rôle sur plusieurs plans. Elles se sont en effet attachées non seulement à promouvoir des normes internationales, mais elles sont aussi intervenues pour en assurer le respect ainsi que pour réduire les effets des armes sur les civils et porter assistance aux victimes. Les Sociétés nationales – qui, dans les pays touchés, disposent de réseaux à base communautaire et d'un statut sans équivalent – continuent de jouer un rôle crucial dans les stratégies adoptées au niveau national pour faire face aux conséquences de la contamination par les armes.

La présente Stratégie renforce les engagements pris par le Mouvement en vue d'élaborer, promouvoir et mettre en œuvre les normes de droit international humanitaire constituant aujourd'hui un cadre juridique international étendu et complet, dont l'objet est de prévenir et de soulager les souffrances humaines infligées par les mines, les armes à sous-munitions et d'autres restes explosifs de guerre. La Stratégie préconise, d'une part, d'adopter une approche flexible et multidisciplinaire dans les actions entreprises pour atténuer les conséquences de la contamination par les armes et, d'autre part, de renforcer les efforts visant à fournir une assistance étendue et complète aux victimes, en tirant parti des capacités d'action et des ressources dont dispose le Mouvement. Elle vise à créer, renforcer et mobiliser les capacités et les ressources de toutes les composantes du Mouvement, ainsi qu'à assurer une coordination et une coopération efficaces avec tous les acteurs concernés².

¹ C'est en 1993 (résolution 3) que le Conseil des Délégués a demandé pour la première fois que des mesures soient prises sur les plans juridique et humanitaire pour tenter de réduire le coût humain de l'emploi des mines terrestres. L'emploi généralisé des mines antipersonnel dans les conflits armés provoquait alors ce que le CICR a appelé une « épidémie » de morts et de blessures dues aux mines. Les accidents faisaient essentiellement des victimes parmi les populations civiles et se produisaient, pour la plupart, après la fin des combats. En 1995, le Conseil des Délégués (résolution 10) a demandé au Mouvement d'œuvrer en vue de l'interdiction totale des mines antipersonnel, estimant que, d'un point de vue humanitaire, il s'agissait là de « la seule solution efficace ». Durant cette même période, le CICR et les Sociétés nationales ont commencé à déployer des efforts visant à prévenir les accidents dus aux mines, principalement par le biais d'activités de sensibilisation, tout en renforçant leur action dans le domaine de la réadaptation physique. Le CICR, de nombreuses Sociétés nationales et la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) ont engagé une action publique réclamant l'interdiction des mines antipersonnel. Ce processus a abouti à la signature, à Ottawa en décembre 1997, de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

² Les composantes du Mouvement – les Sociétés nationales, en particulier – ont eu l'occasion d'évoquer leur expérience en la matière lors d'une réunion du Mouvement organisée à Siem Reap, au Cambodge, en janvier 2009 sur le thème de la contamination par les armes. La Société nationale CR/CR des pays suivants était représentée à la réunion de Siem Reap : Afghanistan, Angola, Australie, Azerbaïdjan, Burundi, Cambodge, Colombie, France, Inde, Iran, Jordanie, Laos, Liban, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Norvège, Tadjikistan et Yémen. Il a été largement tenu compte de ces discussions lors de l'élaboration de la nouvelle Stratégie du Mouvement.

1.2 Portée

La Stratégie présente la politique du Mouvement en faveur des normes internationales interdisant ou réglementant l'emploi des armes qui continuent de tuer et de blesser malgré la fin des hostilités. Elle indique aussi l'approche opérationnelle que le Mouvement entend utiliser pour atténuer les conséquences de la contamination par les armes et fournir un soutien et une assistance aux survivants et à leurs familles, de manière à faciliter leur réinsertion sociale. Elle ne couvre pas l'ensemble des différents aspects de l'action engagée par le Mouvement pour protéger les civils contre les effets des armes ou pour fournir une assistance aux victimes. Comme son titre l'indique, la Stratégie est essentiellement axée sur les mines terrestres, les armes à sous-munitions et les autres restes explosifs de guerre ; toutefois, les activités visant à réduire les effets de la contamination par les armes et à fournir une assistance aux victimes ont une portée plus large qui ne se limite pas à ces armes spécifiques.

La stratégie n'a pas d'échéance. Elle vise à constituer un cadre à long terme, destiné à être redéfini lorsque cela sera nécessaire.

1.3. Approche du Mouvement

1.3.1 Rôles et responsabilités

Le **CICR** continue de mettre en œuvre des activités axées sur les besoins des bénéficiaires – en agissant à la fois directement et en liaison avec les pouvoirs publics et les Sociétés nationales – en période de conflit armé et d'autres situations de violence. Il apporte par ailleurs son expertise, ses conseils et son soutien aux Sociétés nationales qui souhaitent lancer des programmes dans ce domaine d'activité. Le CICR continue également de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de normes internationales pertinentes, ainsi que dans le suivi et la promotion de leur mise en œuvre.

Les **Sociétés nationales**, en tant qu'acteurs clés du Mouvement dans leurs contextes nationaux respectifs, axent leurs efforts sur la diffusion des normes juridiques, la réduction des risques et la collecte de données. Elles jouent aussi un rôle important en fournissant plusieurs types d'assistance aux victimes, en fonction des besoins constatés et de leurs propres capacités. Leur rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire et les réseaux dont elles disposent à l'échelon communautaire les placent dans une position sans équivalent pour contribuer aux stratégies nationales de lutte contre les effets de la contamination par les armes. En fonction du contexte, les Sociétés nationales qui agissent sur le plan international peuvent accorder leur soutien et leur coopération aux Sociétés nationales des pays touchés, en coordination avec le CICR et la Fédération internationale.

La **Fédération internationale** apporte aux Sociétés nationales le soutien nécessaire en vue de leur développement organisationnel dans des domaines tels que la mobilisation des ressources et la gestion des ressources financières et humaines. Par ailleurs, elle aide les Sociétés nationales à intégrer dans leurs plans de développement les programmes couverts par la présente Stratégie. La Fédération internationale inclut également dans ses propres mécanismes de préparation aux catastrophes et d'intervention en situation d'urgence l'action à mener dans ce domaine. Sa présence dans les réunions internationales pertinentes donne aux Sociétés nationales l'occasion de présenter leurs expériences et d'apporter ainsi leur appui aux positions prises par le Mouvement.

1.3.2 Principes directeurs devant guider l'action du Mouvement :

Le Mouvement s'efforce d'atténuer les conséquences de la contamination par les armes en adoptant une approche flexible, multidisciplinaire et destinée à évoluer en fonction de l'expérience acquise et des meilleures pratiques définies.

- *Principes fondamentaux RC/RC* – Les composantes du Mouvement s'attachent à promouvoir une assistance et une protection effectives des victimes des conflits armés et autres situations de violence sur la base des Principes fondamentaux du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.
- *Approche multidisciplinaire* – L'aptitude du Mouvement à mener l'action requise dans ce domaine – c'est-à-dire promouvoir et diffuser des normes internationales, juguler les effets la contamination par les armes et porter assistance aux victimes – repose sur la large gamme de compétences, de capacités et de ressources dont il dispose. Toute approche de la planification et de la mise en œuvre des activités doit utiliser l'ensemble de ces moyens en les combinant.
- *Flexibilité, pertinence et adaptabilité de l'approche* – Les activités doivent être appropriées à la situation. Elles doivent être réexaminées et adaptées, de manière à pouvoir être modifiées ou interrompues lorsque cela sera nécessaire.
- *Complémentarité avec les autres acteurs* - Il est essentiel que le Mouvement fasse jouer la complémentarité non seulement interne mais aussi externe par rapport aux plans et activités des autres acteurs concernés.
- *Adhésion aux normes et outils adoptés sur le plan international* – Même si les composantes du Mouvement veillent à maintenir leur indépendance, leurs activités devraient être en conformité avec les normes adoptées sur le plan international telles que les Normes internationales de l'action contre les mines.
- *Développement des capacités nationales* – Afin d'assurer la viabilité à long terme des efforts engagés à l'échelon national pour juguler les effets de la contamination par les armes, il est essentiel d'inclure dans l'action du Mouvement des mesures visant à assurer aux personnes handicapées un accès adéquat aux services et aux infrastructures. Dans les pays ou régions où il existe, d'une part, un service national d'aide aux personnes handicapées et, d'autre part, un organisme chargé de l'action antimines, le Mouvement doit collaborer avec ces instances et renforcer leurs capacités. En leur absence, le Mouvement doit envisager de mettre en place des structures appropriées au contexte, afin de s'assurer qu'un soutien sera apporté à la population touchée.
- *Accès égal et non discriminatoire aux soins de santé, aux services de réadaptation et aux projets de réintégration socio-économique* – Le Mouvement devrait faire en sorte que toute personne nécessitant des soins de santé ou une aide en vue de sa réadaptation et de sa réintégration socio-économique ait accès à de tels services uniquement en fonction de ses besoins, et indépendamment de toute considération d'ordre social, religieux ou ethnique ainsi que de la cause de ses blessures ou de son handicap. Une attention spéciale doit être portée aux groupes vulnérables.

SECTION 2 : ACTIVITÉS DU MOUVEMENT

2.1 Promotion des normes internationales

L'ensemble actuel de normes internationales dans ce domaine témoigne d'un développement remarquable du droit humanitaire. Il vient aussi apporter la preuve du succès obtenu dans ce domaine par l'action de plaidoyer engagée par le Mouvement. Considérés ensemble, les règles coutumières du droit humanitaire et les cinq instruments adoptés récemment – Protocole I additionnel aux quatre Conventions de Genève de 1949, Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, Protocole II modifié et Protocole V annexés à la Convention sur certaines armes classiques et, enfin, Convention sur les armes à sous-munitions – constituent aujourd'hui un cadre juridique international étendu et complet ayant pour objet de prévenir et de soulager les souffrances humaines infligées par les mines, les armes à sous-munitions et tous les autres types d'engins explosifs qui sont employés par les forces armées ou par les groupes armés non étatiques.

L'objectif consistant à protéger les civils et les communautés affectées ne pourra être atteint que lorsque ces normes seront universellement acceptées et mises en œuvre tant par les forces armées que par les groupes armés non étatiques. Le CICR continue de suivre attentivement la mise au point d'armes nouvelles ainsi que les conséquences de leur emploi et de demander que des mesures soient prises chaque fois que cela lui apparaît nécessaire. Tous les instruments adoptés ces dernières années – Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, Convention sur les armes à sous-munitions et Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre – contiennent des références directes au rôle du Mouvement, ce qui atteste de l'importance de la contribution du Mouvement à la promotion et à la mise en œuvre des traités aux niveaux mondial, régional et national. En outre, depuis 1999, la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a avalisé à maintes reprises la nécessité d'une action visant à renforcer la protection des civils contre l'emploi et les effets indiscriminés des armes³.

La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel : Ce traité n'a cessé d'avoir un impact significatif, dans le monde entier, sur l'emploi, le transfert et la production des mines antipersonnel, apportant la confirmation que ces armes sont désormais stigmatisées et que l'interdiction totale des mines antipersonnel est bien en voie d'être universellement respectée. Les informations recueillies font apparaître que là où la Convention est respectée, un grand nombre de vies humaines sont épargnées et bien des moyens de subsistance de la population sont préservés. Depuis l'adoption du traité, l'emploi de mines antipersonnel a diminué de manière spectaculaire. Néanmoins, les mines déjà en place restent une menace majeure et causent d'immenses souffrances au sein des populations civiles dans de nombreuses régions du monde. Bien que des millions de mines aient été détruites, plusieurs États n'avaient toujours pas réussi, en 2008, à respecter les délais impartis pour détruire leurs stocks. Toujours en 2008, la plupart des États qui auraient dû procéder à l'enlèvement de toutes les mines terrestres avant 2009 ont estimé nécessaire de demander des

³ En 2003, la XXVIII^e Conférence internationale a adopté l'Agenda pour l'action humanitaire. L'Objectif général 2 de l'Agenda consistait à « renforcer la protection des civils dans toutes les situations contre l'emploi et les effets indiscriminés des armes, et celle des combattants contre les souffrances inutiles et les armes prohibées, en contrôlant le développement, la prolifération et l'emploi des armes ». En 2007, la Résolution 3 de la XXX^e La Conférence internationale réaffirmait « que le droit des parties à un conflit armé de choisir des méthodes et moyens de guerre n'est pas illimité, et qu'il est interdit d'employer des armes, des projectiles, des matières et des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus ». Cette résolution appelait « tous les États à intensifier leurs efforts pour renforcer la protection des civils contre l'utilisation et les effets indiscriminés des armes et munitions » ; et, à cet égard, elle reconnaissait « qu'il est nécessaire de prendre des mesures urgentes pour réduire l'impact, sur le plan humanitaire, des restes explosifs de guerre et des armes à dispersion, notamment par l'application rigoureuse des règles existantes du droit international humanitaire et par des actions nationales et internationales supplémentaires qui limiteront les effets nuisibles de ces munitions sur les civils, y inclus l'assistance aux victimes ».

prolongations de délai de deux à dix ans. La manière dont les États respectent les échéances prescrites continuera à exiger une étroite supervision.

Le Protocole II modifié de la Convention sur certaines armes classiques : Il est difficile d'évaluer l'efficacité de cet instrument. Plusieurs États parties au Protocole II modifié n'ont plus employé de mines antipersonnel, de mines antivéhicule ou de pièges depuis l'entrée en vigueur du Protocole. Seul un minimum de cas d'emploi de mines par d'autres États parties a été signalé. Pendant la réunion des États parties, tenue en novembre 2008, un nouveau Groupe d'experts gouvernementaux a été constitué et chargé d'examiner en 2009 le statut et l'opération du Protocole II modifié. Malheureusement, lors des réunions des États parties, les problèmes de fond n'ont pu être abordés de manière détaillée.

Le Protocole V de la Convention sur certaines armes classiques : Les États qui sont parties à ce traité ont commencé à élaborer des formulaires-types pouvant être employés par tous les États parties pour présenter des rapports sur leur mise en œuvre du Protocole ainsi que par les États touchés par les restes explosifs de guerre souhaitant solliciter une assistance au déminage. À ce jour, néanmoins, les États parties n'ont toujours pas commencé à chercher des solutions au problème des restes explosifs de guerre dans les États touchés, alors que ce devrait être l'une de leurs préoccupations prioritaires.

La Convention sur les armes à sous-munitions : La Convention entrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par 30 États. Le processus de mise en œuvre débutera alors formellement : sont notamment prévus, dans ce cadre, une réunion annuelle des États parties, la mise en place de mécanismes de présentation de rapports, diverses mesures visant à soutenir les activités de déminage et l'assistance aux victimes, outre la surveillance continue exercée par des organisations de la société civile (y compris par le biais des rapports annuels de l'*Observatoire des Mines*). Un certain nombre de réunions se tiendront aux niveaux national ou régional pour faciliter la compréhension des dispositions de la Convention et pour encourager les États à adhérer le plus tôt possible à ce traité.

2.1.1 L'action du Mouvement

Le Mouvement joue un rôle crucial dans l'adoption et la promotion des normes du droit humanitaire. En maintenant son engagement, il peut contribuer de manière déterminante à atteindre l'objectif fixé : faire en sorte que les promesses prises dans ces instruments ne soient pas oubliées, et que leur potentiel en termes de vies humaines épargnées se réalise.

S'agissant de la **Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel** et de la **Convention sur les armes à sous-munitions**, les principaux buts du Mouvement consistent à :

- parvenir à une adhésion universelle ;
- s'assurer du respect des interdictions prévues dans le traité et des échéances fixées en matière de déminage et destruction de stocks, ainsi que des engagements pris dans le domaine de l'assistance aux victimes ;
- déployer des efforts particuliers afin de promouvoir le respect, par les États parties, des délais qui leur ont été impartis en matière de déminage et destruction de stocks, lorsque l'échéance se rapproche ou est dépassée pour un État donné ;
- faire en sorte que les États parties adoptent une législation interne portant sur la mise en œuvre de ces deux traités ainsi que sur les poursuites et les sanctions prévues à l'encontre des personnes qui violent les dispositions de ces traités ;

- le cas échéant, stigmatiser l'emploi de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions, partout où un tel emploi pourrait être observé ;
- documenter, si cela est faisable, l'emploi de mines antipersonnel et d'armes à sous-munitions ainsi que leurs conséquences ; avec les représentants du gouvernement, les acteurs non étatiques et les médias, envisager des mesures appropriées pouvant être prises en de telles circonstances ; promouvoir le respect des normes pertinentes du droit humanitaire par l'État et par les acteurs non étatiques concernés ; enfin, demander instamment qu'il soit mis fin à l'emploi de ces armes ;
- obtenir – s'agissant de la Convention sur les armes à sous-munitions – le maximum de signatures avant l'entrée en vigueur de ce traité ainsi que, dans les meilleurs délais, sa ratification par les États signataires et l'accession des États non signataires ;
- veiller, après l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions, à ce que les États parties s'emploient de toute urgence à honorer leurs engagements visant à promouvoir le déminage et l'assistance aux victimes ; de plus, veiller à l'octroi d'une assistance internationale, en particulier aux États parties les plus touchés par les armes à sous-munitions.

S'agissant du **Protocole II modifié** et du **Protocole V de la Convention sur certaines armes classiques**, les principaux buts du Mouvement consistent à :

- obtenir une adhésion plus large à ces Protocoles ;
- s'assurer du respect des interdictions et des engagements découlant des Protocoles ;
- veiller à ce que les États parties adoptent une législation interne de mise en œuvre, selon les besoins ;
- prier instamment les États parties au Protocole V de veiller à ce que leurs forces armées soient en mesure – et soient tenues – d'enregistrer et de partager des informations sur tous les engins explosifs employés ;
- demander instamment aux États parties de veiller à ce que la mise en œuvre des Protocoles permette de lutter contre les effets de tous les restes explosifs de guerre (existants et futurs), l'accent étant mis sur les engagements pris par ces États en matière de déminage et d'assistance aux victimes.

S'agissant de **tous les traités mentionnés ci-dessus**, les efforts du Mouvement viseront notamment à :

- maintenir un dialogue régulier avec les représentants du gouvernement, les parlementaires et les forces armées ;
- sensibiliser les autres acteurs humanitaires et les médias à l'importance de ces traités ;
- attirer l'attention des médias et du grand public sur les dates importantes associées à ces traités, sur leur importance et sur les éventuels obstacles à leur mise en œuvre ;
- apporter un soutien aux programmes nationaux ainsi qu'une assistance internationale en vue du respect des obligations en matière de déminage, de destruction des stocks et d'assistance aux victimes ;

- organiser, aux niveaux national, régional et international, des séminaires et des ateliers afin de promouvoir une adhésion plus large à ces traités ainsi que leur mise en œuvre ;
- s'assurer que l'action menée auprès des victimes en application des traités mentionnés ci-dessus est conforme aux dispositions de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées.

2.1.2 Rôles et responsabilités, se renforçant mutuellement, au sein du Mouvement

Le **CICR** continuera de :

- jouer un rôle important en assurant, au nom du Mouvement, le suivi et la promotion de l'acceptation et de la mise en œuvre universelles de ces traités ;
- mettre à disposition son expertise dans les domaines technique et juridique et fournir du matériel de communication et d'autres formes de soutien à l'action de diffusion et de plaidoyer menée par le Mouvement ;
- rappeler aux parties aux conflits armés leur obligation de respecter les dispositions du droit humanitaire relatives aux mines terrestres, aux armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre ; il continuera en outre, lorsque l'une des parties à un conflit armé est liée par l'un ou plusieurs des traités ci-dessus, à invoquer les interdictions et les engagements à respecter en conséquence ;
- documenter, si cela est faisable, les effets des mines terrestres, des armes à sous-munitions et d'autres restes explosifs de guerre ; de plus, entreprendre des démarches confidentielles, oralement ou par écrit, auprès des autorités – aux niveaux local, national et régional – des parties à un conflit qui exercent un contrôle sur toute zone où ces armes constituent une menace pour les civils (le CICR peut également, le cas échéant, mobiliser les États, les organisations régionales ou les autres composantes du Mouvement et leur demander de soutenir les efforts qu'il déploie en ce sens) ;
- suivre attentivement le déroulement des négociations en vue de l'adoption de nouvelles normes internationales pour réglementer l'emploi des armes, et y participer, afin que le cadre juridique existant se trouve renforcé, et non pas affaibli ;
- mobiliser les États, les organisations internationales et les acteurs humanitaires dans le but de promouvoir le développement, la mise en œuvre et l'acceptation universelle de ces traités

Chaque fois que cela sera approprié, les **Sociétés nationales** :

- interviendront auprès des autorités pour s'assurer que leurs États respectifs – s'ils sont parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la Convention sur les armes à sous-munitions – respectent les échéances fixées en matière de destruction de stocks et de déminage ;
- déploieront des activités visant à sensibiliser le grand public et les dirigeants politiques de leurs pays respectifs, tant en ce qui concerne les effets des mines, des armes à sous-munitions et des autres restes explosifs de guerre qu'en ce qui concerne les solutions proposées dans les instruments pertinents du droit humanitaire ;

- encourageront leurs gouvernements respectifs à accéder aux traités internationaux pertinents, dont les autorités nationales seront incitées à veiller à la mise en œuvre fidèle des dispositions ;
- soutiendront l'adoption de la législation interne et des mesures pratiques requises pour la mise en œuvre de ces traités ;
- entameront et promouvront des discussions au niveau national avec les autorités concernées ainsi qu'avec les responsables militaires et, de plus, soutiendront les programmes et établiront des partenariats pour fournir une assistance aux victimes, comme le prévoient les instruments internationaux pertinents, y compris dans le cadre des engagements découlant de traités tels que la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ;
- interviendront, en coopération avec leurs autorités nationales, pour s'assurer que des ressources adéquates sont mises à disposition pour soutenir la mise en œuvre des engagements découlant des traités, tant dans les États touchés que dans les États en mesure de fournir une assistance ;
- assureront, en liaison avec leurs autorités nationales, le suivi de la mise en œuvre des engagements pris et des promesses faites lors des Conférences internationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

La Fédération internationale :

- promouvra le rôle incombant aux Sociétés nationales en tant qu'auxiliaires des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, afin d'assurer la mise en œuvre d'instruments pertinents, au niveau mondial et régional, tels que la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi que d'autres traités relatifs aux droits de l'homme et à la santé;
- étudiera avec le CICR et les Sociétés nationales les façons d'assurer la promotion et la communication des positions du Mouvement sur des sujets couverts par la Stratégie.

2.2 Prévenir les accidents et réduire les effets de la contamination par les armes

Les activités visant à prévenir les accidents et à atténuer les effets de la contamination par les armes peuvent être mises en œuvre parallèlement à d'autres activités de soutien aux victimes (comme, notamment, la réadaptation physique, les soins chirurgicaux et les projets destinés à accroître la sécurité économique). Ces activités peuvent aller de la collecte et de l'analyse de données jusqu'aux enquêtes et aux opérations de déminage, en passant par l'éducation aux dangers et la réduction des risques. Le contexte détermine la nature, la composition et les objectifs spécifiques des activités à mettre en place.

La nature de la menace que les armes font courir à la population varie selon les contextes. En outre, le danger ne vient pas seulement des mines, des armes à sous-munitions et des autres restes explosifs de guerre : les stocks de munitions non sécurisés ainsi que les armes légères et de petit calibre constituent eux aussi une menace. L'expression « contamination par les armes » est un terme parapluie utilisé dans le contexte des activités opérationnelles visant à réduire les effets de ces armes.

C'est en 1988, en Afghanistan, qu'ont été déployées pour la première fois des activités ayant pour objet de réduire l'impact de la contamination par les armes sur les civils. Les techniques et stratégies de l'action humanitaire dans ce domaine ont évolué constamment depuis lors, allant dans le sens d'un professionnalisme, d'une flexibilité et d'une responsabilisation toujours plus grands. Les organisations qui travaillent dans ce domaine ont, dès le début, pris en considération la contamination par les armes ayant des conséquences sur le plan humanitaire, et non pas uniquement les armes dont des traités spécifiques réglementent ou interdisent l'emploi.

Le Mouvement n'a cessé de jouer un rôle important dans ces activités, chacune de ses composantes agissant conformément à son propre mandat. Les Sociétés nationales se sont appuyées sur les réseaux dont elles disposent à l'échelon communautaire pour développer la collecte de données et, d'autre part, œuvrer au sein des communautés pour obtenir un changement des comportements des populations à risque, tout en servant de lien avec les organismes de déminage. Le CICR, la Fédération internationale et les Sociétés nationales qui travaillent sur le plan international ont fourni des fonds destinés à financer ces activités. En 1997, à la demande du Mouvement qui souhaitait le voir assumer le rôle d'institution directrice dans ce domaine, le CICR a créé son « unité Mines », basée à Genève et travaillant à temps plein. Depuis lors, le CICR a soutenu les activités antimines menées dans plus de 40 pays. Outre le développement de sa propre capacité à intervenir directement, le CICR a déployé beaucoup d'efforts pour soutenir les Sociétés nationales, notamment en vue du renforcement de leurs capacités.

2.2.1 L'action du Mouvement

Le Mouvement met en œuvre des activités de réduction des risques pendant, avant et après les conflits, ainsi que lors de situations d'urgence soudaines si la contamination par les armes constitue une menace. Il s'efforce d'enrayer les effets de la contamination par les armes en employant une approche flexible et multidisciplinaire, qui continue à évoluer en fonction de l'expérience acquise et des meilleures pratiques définies. La liaison avec les communautés constitue un élément essentiel de tous les aspects de la réduction des risques : les Sociétés nationales opérant dans les pays touchés sont mieux placées que toute autre instance pour jouer un tel rôle. En gardant à l'esprit les principes directeurs énoncés ci-dessus, et en fonction de la situation, les activités suivantes peuvent être entreprises par les composantes du Mouvement (agissant conjointement ou séparément) :

Collecte et analyse de données – La collecte et l'analyse des données⁴ relatives aux zones polluées par les armes constituent la base de toute la planification visant à réduire les risques liés à la contamination par les armes. Cette activité revêt aussi une importance cruciale dans la mesure où elle facilite l'accès aux survivants et renseigne le développement et l'application de normes basées sur les réalités du terrain. Une fois analysées, ces informations contribuent à l'identification de zones dangereuses et, de plus, elles permettent de planifier et de hiérarchiser les activités (enquête, déminage, réduction des risques et éducation aux dangers). Les données recueillies peuvent aussi constituer la source d'informations utiles pour localiser les survivants et leur fournir un soutien. En tant qu'organisations communautaires existant dans presque chaque pays du monde, les Sociétés nationales sont souvent mieux à même que quiconque de collecter ces données à court et à long terme. À court terme, elles agissent souvent en la matière en tant que partenaire opérationnel du CICR ; à long terme, elles agissent en tant que partie intégrante d'une stratégie nationale globale d'action antimines, dont la mise en œuvre est généralement conduite par le gouvernement. La collecte et l'analyse de données doivent être coordonnées

⁴ Données relatives aux incidents, à la présence de restes explosifs de guerre, à la cartographie des champs de mines ou des zones polluées, aux types de munitions, etc.

avec les autres acteurs afin d'assurer l'interopérabilité et la compatibilité des diverses initiatives dans ce domaine.

Réduction des risques – Bien souvent, dans les pays dont la guerre a bouleversé l'économie et la société, les habitants des zones polluées par des armes doivent, malgré le danger, continuer à cultiver la terre, aller chercher de l'eau et du bois de feu, faire paître le bétail ou se déplacer. Nettoyer les zones contaminées constituerait bien sûr la solution idéale. À court terme, il pourrait aussi être possible d'atténuer les conséquences de la présence des armes en offrant à la population des alternatives plus sûres ou en mettant en place – en matière de sécurité économique et d'approvisionnement d'eau et d'habitat – des programmes qui tiennent spécifiquement compte de la contamination. Comme les survivants peuvent aussi bénéficier de telles activités, il importe de toujours prendre en considération non seulement la prévention de nouveaux accidents, mais aussi l'apport d'un soutien aux survivants, en veillant notamment à faciliter leur réinsertion sociale. Différents types d'activités peuvent être envisagées à cette fin mais, de manière générale, elles consistent à établir des zones sûres, à fournir de nouvelles sources d'eau situées en terrain non contaminé ainsi que des sources alternatives de nourriture ou de combustible, ainsi qu'à mettre en place des projets de microcrédit. Le but est d'éviter aux habitants des zones contaminées de devoir prendre des risques pour survivre (ou vivre le plus normalement possible). Il s'agit en outre de faire en sorte que les survivants reçoivent un soutien pour faciliter – dans toute la mesure du possible – leur réinsertion sociale et leur retour à la vie normale.

Éducation aux dangers – L'éducation aux dangers comporte plusieurs volets : sensibilisation des populations à risque dans les situations d'urgence et activités destinées à provoquer à long terme des changements de comportement et à faire en sorte que les communautés jouent un rôle central dans la détermination des priorités en matière de déminage. Les survivants peuvent, eux aussi, bénéficier de toutes ces activités. La sensibilisation est menée en tant qu'activité autonome, spécialement en situation d'urgence, lorsque peu de données existent et que, dans la population, le niveau de connaissances est extrêmement bas. Un tel cas pourrait notamment se présenter dans les périodes qui suivent immédiatement la fin d'un conflit, lorsque les populations déplacées ont tendance à regagner rapidement leurs foyers, et que le nombre d'accidents est au plus haut. Dans toutes les autres situations, les activités d'éducation aux dangers devraient être organisées à l'échelon communautaire et liées à la réduction des risques. Étant donné que les civils les plus exposés au danger en sont les bénéficiaires prioritaires, toute méthode de sensibilisation doit prendre soigneusement en considération les facteurs culturels et sociaux ainsi que la nature de la menace. De fait, ce sont les approches interactives, prises en main par la communauté, qui se sont montrées les plus efficaces. La liaison avec les communautés est une extension de cette interaction à base communautaire. Les volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sont plus qualifiés que quiconque pour renseigner les opérateurs de l'action antimines sur les problèmes de leurs communautés respectives.

La liaison avec les communautés est, au même titre que la collecte de données, un élément caractéristique du rôle à long terme qu'une Société nationale devrait jouer en tant que composante intégrée d'une stratégie nationale soutenue dans le domaine de l'action antimines.

Enquête technique et déminage – Lorsque des enquêtes techniques ou des opérations de déminage sont requises, le Mouvement doit mobiliser du personnel possédant les accréditations ou certifications prévues dans les Normes internationales de l'action contre les

mines ou dans les Normes nationales de l'action contre les mines, dans les pays où ces dernières existent⁵.

2.2.2 Les différentes composantes du Mouvement renforceront et coordonneront leurs efforts afin de :

- soutenir et développer les capacités et les stratégies nationales visant à enrayer les effets de la contamination par les armes, à réintégrer les victimes au sein de leurs communautés respectives et, enfin, à fournir un soutien aux survivants ;
- veiller à ce qu'en matière de réduction des risques, les priorités tiennent compte des objectifs de développement aux niveaux national et communautaire ;
- veiller à ce que la menace posée par la contamination par les armes soit prise en compte quand des catastrophes naturelles surviennent dans des zones contaminées, et que des mesures sont prises pour lutter contre une telle menace ; dans ces situations, le CICR peut parfois fournir un soutien technique pour faciliter les évaluations sur le terrain, la coordination des équipes, etc. ;
- veiller à ce que l'expérience opérationnelle soit partagée sur le plan international et que les activités soient coordonnées, en particulier dans les domaines de la collecte et de l'analyse de données, de la réduction des risques et de l'éducation aux dangers ;
- encourager la planification en vue de la préparation aux interventions ainsi que l'apport d'un soutien en matière de développement des capacités et d'échange d'expérience et d'expertise entre Sociétés nationales engagées dans la lutte contre les effets de la contamination par les armes dans leur propre pays ;
- mettre à disposition – le rôle directeur étant assumé par le CICR – l'expertise du Mouvement en la matière lors de situations d'urgence dans lesquelles se pose le problème de la contamination par les armes ;
- encourager la conception, à l'intérieur du Mouvement, d'une approche spécifique pour traiter les questions en rapport avec la contamination par les armes,

2.3 Fournir une assistance aux victimes

Une approche intégrée et multidisciplinaire devrait être adoptée en matière d'assistance aux victimes des mines terrestres, des armes à sous-munitions et des autres restes explosifs de guerre. Une telle approche devrait avoir pour but de : a) réduire le nombre de personnes qui ne survivent pas à leurs blessures, en assurant un meilleur accès aux premiers secours et aux soins médicaux continus ; b) supprimer – ou réduire le plus possible – les facteurs qui limitent l'intégration sociale des personnes handicapées, y compris les survivants d'accidents dus aux armes. Il s'agit de permettre à ces personnes d'atteindre et de conserver le niveau le plus haut possible d'indépendance et de qualité de vie sur les plans physique, psychologique, social et économique. Outre l'accès aux services essentiels, les handicapés devraient avoir les mêmes opportunités que les autres citoyens, tant en vue de leur

⁵ Lorsque des enquêtes techniques ou un déminage de faible envergure sont nécessaires pour permettre au CICR de travailler en toute sécurité, le déminage ou la dépollution sont généralement effectués par des organismes de déminage agréés. En l'absence d'organisme agréé, le CICR peut réaliser des enquêtes techniques à court terme, procéder à l'enlèvement des engins explosifs, procéder au déminage de petites surfaces et marquer les zones contaminées. Il se charge notamment de ce travail lorsqu'il est la seule institution à avoir accès à une zone contaminée ou qu'il intervient dans des situations d'urgence. Les objectifs sont de protéger le personnel du Mouvement, de garantir un accès sûr pour les activités d'assistance et de protection, et de protéger la population.

participation et de leur inclusion pleines et effectives dans la société qu'en termes d'éducation et d'emploi. Les survivants d'accidents dus aux armes – donc directement touchés par des armes – constituent un sous-groupe de la communauté plus vaste des personnes handicapées. Les problèmes auxquels ces personnes sont confrontées sont similaires à ceux que rencontrent les personnes qui souffrent d'autres types de handicap.

Quelle est la structure à donner à l'action dans ce domaine ? Des enseignements importants peuvent être tirés de la manière dont les États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel ont mis en œuvre les engagements pris en matière d'assistance aux victimes. Depuis la première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, tenue à Nairobi en 2004, la notion d'« assistance aux victimes » a acquis une définition plus nette, s'inscrivant dans un cadre qui vise à prendre en compte les droits et les besoins tant des victimes de mines que des autres personnes handicapées. Ce cadre inclut la mise en place de points focaux nationaux pour l'assistance aux victimes, ainsi que la définition d'objectifs spécifiques mesurables et s'inscrivant dans un cadre temporel déterminé. Il s'agit de pouvoir ainsi atteindre les buts du Plan d'action de Nairobi et améliorer la vie quotidienne des survivants des mines et d'autres personnes handicapées. Les droits et les besoins des survivants⁶ d'accidents liés à la contamination par les armes, d'une part, et les droits et les besoins des autres personnes handicapées, d'autre part, sont identiques aux termes de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. De fait, l'apport d'un soutien aux besoins et aux droits des personnes handicapées constitue un domaine dans lequel le Mouvement devrait jouer un rôle plus marqué.

La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif, entré en vigueur le 3 mai 2008⁷, marque un changement significatif d'attitudes et d'approches vis-à-vis des personnes handicapées. Ce traité exige que les personnes handicapées soient considérées non comme des objets de charité nécessitant des soins médicaux et une protection sociale, mais comme des personnes qui ont des droits et qui sont capables de réclamer l'exercice de ces droits, et qui sont en outre capables de prendre – sur la base de leur consentement libre et éclairé – des décisions qui affectent leur vie et d'être des membres actifs de la société.

L'assistance aux victimes n'exige pas de s'aventurer dans de nouveaux domaines ou disciplines. Elle exige, par contre, qu'au même titre que les cadres législatif et politique, les services existants en matière de soins de santé, de réadaptation physique et d'aide sociale soient adéquats pour répondre aux besoins de tous les citoyens. L'assistance aux survivants devrait être perçue comme l'un des volets du cadre général dont un pays doit se doter en matière de santé publique et d'aide sociale. Toutefois, à l'intérieur de ce cadre, il convient de veiller à ce que les survivants et les autres personnes handicapées bénéficient des mêmes opportunités que tous les autres citoyens en termes de soins de santé, de services sociaux, de revenu de subsistance, d'éducation et de participation à la communauté.

L'assistance aux victimes doit être comprise dans le contexte plus vaste du développement ou du sous-développement. Tous les pays n'ont pas les mêmes capacités. Nombre d'entre eux ne sont pas en mesure d'offrir suffisamment de services de soins de santé et d'assistance sociale à leur population en général, et aux personnes handicapées en particulier. Dans les pays touchés, il est essentiel qu'il existe une volonté politique d'assister les survivants d'accidents dus aux armes ainsi que les autres personnes handicapées ; néanmoins, pour pouvoir obtenir des résultats concrets, il peut parfois être nécessaire de chercher une solution à des problèmes plus vastes liés au développement.

⁶ Le terme de « victimes » s'applique aux personnes qui, de manière individuelle ou collective, ont subi une atteinte sur le plan physique ou psychologique, une perte économique ou une atteinte substantielle à leurs droits fondamentaux par suite d'actes ou d'omissions liés à l'emploi des armes. Le terme de « survivants » s'applique aux personnes qui ont survécu à un accident dû aux armes.

⁷ En janvier 2009, 44 États avaient ratifié la Convention et 26 États avaient ratifié son Protocole facultatif.

2.3.1 L'action du Mouvement

Les activités relevant de l'assistance aux victimes revêtent divers aspects : soins médicaux d'urgence et continus ; réadaptation physique et fonctionnelle ; soutien psychologique et réinsertion sociale ; inclusion économique ; enfin, élaboration et promotion d'une législation et de politiques aux termes desquelles tous les citoyens handicapés, y compris les survivants d'accidents dus aux armes, doivent pouvoir bénéficier d'un traitement, de soins et d'une protection efficaces.

Les activités décrites ci-dessous pourraient être menées par le CICR avec le soutien des Sociétés nationales et/ou par les Sociétés nationales dans leurs pays respectifs, avec le soutien du CICR et/ou de la Fédération internationale. Les Sociétés nationales participantes sont encouragées à explorer les possibilités de partenariats avec les Sociétés nationales opératrices.

En fonction du contexte, de leurs capacités et de leurs ressources, toutes les composantes du Mouvement devraient s'efforcer de contribuer aux activités suivantes, dans le cadre d'une approche globale :

Soins médicaux d'urgence et continus : L'activité à mener dans ce domaine consiste notamment à dispenser les premiers secours et à assurer l'accès aux structures de soins de santé et aux soins médicaux appropriés (des prestations telles que la prise en charge chirurgicale et le traitement de la douleur devant être fournies de façon compétente). Le but consiste à créer ou à renforcer les services de soins de santé requis pour répondre aux besoins immédiats ou ultérieurs, en termes de soins médicaux, des personnes qui ont été blessées lors d'incidents dus aux armes. Pour atteindre ce but, il conviendra d'augmenter les effectifs du personnel de santé et d'améliorer les infrastructures sanitaires, tout en veillant à ce que les établissements médicaux disposent des équipements, des fournitures et des médicaments nécessaires pour pouvoir dispenser des soins satisfaisant aux normes minimales.

Réadaptation physique et fonctionnelle : D'une part, la réadaptation physique peut être décrite comme consistant à fournir les appareils – prothèses, orthèses, aides à la marche et fauteuils roulants – et les services de physiothérapie appropriés. Cette activité inclut aussi l'entretien, l'ajustement, la réparation et le remplacement des appareils, en fonction des besoins, l'objectif étant d'aider les personnes handicapées à retrouver ou à améliorer leurs aptitudes physiques. D'autre part, la réadaptation fonctionnelle recouvre l'ensemble de mesures prises pour aider les personnes souffrant d'un handicap à retrouver la capacité de mener des activités ou de remplir des rôles qu'elles estiment importants, utiles ou nécessaires (d'autres troubles, tels que ceux de la vue ou de l'ouïe pouvant être traités).

Soutien psychosocial : Cette forme d'assistance consiste à apporter à la fois un soutien psychologique et une aide devant faciliter la réinsertion sociale de la personne concernée, ou son inclusion dans la société. Elle inclut des activités qui aident les victimes à surmonter des expériences traumatisantes et servent à promouvoir leur bien-être social. La participation à des groupes de soutien par les pairs, à base communautaire ainsi qu'à des associations de personnes handicapées et à des activités sportives ou apparentées figure parmi de telles activités, de même que, si nécessaire, le recours à des conseillers professionnels. Un soutien psychosocial prodigué à bon escient peut avoir un impact très positif sur la vie tant des survivants des accidents dus aux armes que des familles des victimes.

Réintégration économique : Les activités de réintégration économique (ou d'inclusion dans la vie économique) consistent principalement, d'une part, à permettre aux bénéficiaires d'acquérir une éducation et une formation professionnelle et, d'autre part, à développer des

activités économiques durables et des opportunités d'emploi dans les communautés affectées. Pour les survivants, les perspectives d'avenir dépendent largement de la stabilité politique et de la situation économique de leurs communautés respectives. Néanmoins, le fait d'offrir davantage d'opportunités d'inclusion économique contribue à accroître la capacité d'autonomie des survivants et de leurs familles, et favorise le développement de la communauté dans son ensemble. Il est important que de ces efforts viennent s'insérer dans le contexte plus large du développement économique et des mesures visant à augmenter de manière significative le nombre de victimes dont la réintégration sur le plan économique a pu être menée à bien.

Les Sociétés nationales, en qualité d'auxiliaires des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, participeront activement aux réunions et aux organes de coordination ayant pour but de développer, mettre en œuvre et/ou superviser les services fournis aux handicapés, parmi lesquels les survivants d'accidents dus aux armes.

2.3.2 Les différentes composantes du Mouvement doivent renforcer et coordonner leurs efforts afin de :

- s'assurer que l'expérience opérationnelle acquise dans le domaine de l'assistance aux victimes est partagée, et que les activités sont mieux coordonnées, de manière à améliorer la capacité du Mouvement à mettre en place une action globale et intégrée pour répondre aux besoins des survivants et de leurs familles ;
- améliorer l'accès aux soins médicaux, aux services de réadaptation et aux initiatives de réintégration socio-économique appropriés, en veillant à ce que les survivants et leurs familles aient les mêmes opportunités que les autres citoyens, en vue de leur participation et de leur inclusion pléines et effectives dans la société ainsi qu'en termes d'éducation et d'emploi ;
- soutenir les programmes de sensibilisation au niveau communautaire pour réduire la menace de discrimination, de marginalisation et de refus d'accès aux services, à l'éducation et à l'emploi, qui sont autant de facteurs qui aggravent les souffrances des survivants, de leurs familles et de leurs communautés et qui, de plus, font obstacle au développement économique et social ;
- améliorer la qualité des soins médicaux et des services de réadaptation qui leur sont dispensés, et veiller à ce que les survivants aient accès aux services qui répondent à leurs besoins particuliers ;
- développer les capacités nationales en matière de prestation de services de réadaptation afin de garantir leur disponibilité à long terme, sachant que la plupart des survivants auront besoin de ces services jusqu'à la fin de leur vie ;
- encourager les partenariats entre les Sociétés nationales et d'autres acteurs concernés, y compris en soutenant le renforcement de la capacité des Sociétés nationales de fonctionner en tant qu'auxiliaires efficaces des divers pouvoirs publics qui seront souvent impliqués au niveau national ;
- soutenir l'élaboration de lois et de politiques axées sur les besoins et les droits humains fondamentaux des personnes handicapées – y compris des survivants d'accidents dus aux armes –, dont ces lois et politiques doivent en outre garantir la réadaptation effective.